

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58763

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

and establish supranational managerial authority over it« (René Mayer, S. 267); die deutsche Gleichberechtigung »was something to be earned rather than granted« (S. 231). Konzipiert als kosmetisch korrigierte Fortschreibung des besatzungsrechtlichen Ruhrstatuts (S. 232), wurde der Schuman-Plan erst im Zuge der Verhandlungen zum de facto Friedensvertrag (S. 228).

Daß die vielfältigen interessenpolitischen Asymmetrien in den Schuman-Plan-Verhandlungen letztlich überwunden werden konnten, das war das Verdienst seiner wichtigsten Protagonisten: neben Monnet, Schuman und Adenauer vor allem der USA. Ohne Amerika kein Europa, das zeigt dieses Buch in aller Deutlichkeit; durch direkten Druck wie durch indirekte Hilfestellung. Die USA nahmen durch eine informelle Study Group an der Pariser Botschaft hinter den Kulissen hartnäckigen Einfluß auf die Details der Verhandlungen – nicht zuletzt zur Wahrung ihrer eigenen Interessen. Zwar drohte Achesons Forderung nach Wiederbewaffnung Deutschlands die Verhandlungen scheitern zu lassen, doch vermochte Monnet in Paris die Einsicht durchzusetzen, daß eine aktive Kontrollpolitik erfolgreicher sein werde als eine bloße Verhinderungsstrategie. Im Gegensatz zu Schuman lernte Bidault, der nur unter »gaullistischen« Vorzeichen zum »Europäer« geworden war (S. 150, 159), das erst spät.

Obwohl die deutsche Seite erkannte, daß der Monnet-Plan die noch immer drohenden Demontagen obsolet machte, hoffte sie, mit Hilfe der Wiederbewaffnung (und der USA) auf einen harten Verhandlungskurs umschwenken und mit Scheitern drohen zu können. Hinterlistig schob Monnet den USA die Verantwortung für das deutsche Einlenken zu (S. 270 ff.) und zwang diese, um des politischen Gewinns willen die europäische Rekartellisierung hinzunehmen. Trotz aller Widerstände war die Industrie der Profiteur des Schuman-Plans, sobald (und indem) sie zu den transnationalen Kooperationsformen der Vorkriegszeit gegen die Hohe Behörde und die amerikanische Konkurrenz zurückkehrte. Die Politiker, von deren Plänen wenig übriggeblieben war, hatten den europäischen Rahmen gegen die Interessen erzwungen; aber die Industrie machte (mit Hilfe der USA!) aus diesem Kompromißkonstrukt den ökonomischen *und* politischen Erfolg.

Seine vielfältigen Vorarbeiten zur europäischen Kohle- und Stahlpolitik seit der Zwischenkriegszeit sowie seine intime Kenntnis der einschlägigen Archive haben Gillingham in besonderem Maße für eine solche Gesamtschau und die Einbettung in die Kontinuität europäischer Politik qualifiziert. Zudem ist es ihm gelungen, die komplexe Materie übersichtlich, überzeugend und überlegen aufzubereiten und das Buch durch seinen zupackenden Stil zur anregenden Lektüre zu machen.

Gunther MAI, Erfurt

Christoph BUCHHEIM, *Die Wiedereingliederung Westdeutschlands in die Weltwirtschaft 1945–1958*, München (Oldenbourg) 1990, VI–205 p. (Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte, 31).

La réintégration de l'économie allemande dans le marché mondial est un processus dialectique. Par le fait même de sa réinsertion dans les marchés internationaux, l'Allemagne a largement contribué à accélérer le processus de mondialisation économique: elle est donc à la fois objet et moteur de l'évolution. Le processus, bien loin d'avoir été automatique, a résulté de la volonté des Etats-Unis d'édifier un nouvel ordre économique mondial libéral et de mettre la RFA au service de cet objectif. A cet égard, par comparaison avec l'après première guerre mondiale, on ne peut que se féliciter des effets de l'engagement américain, tant pour le développement général du système que pour le sort de l'Allemagne en particulier, dont on peut dire qu'elle a finalement gagné à être occupée. Telles sont les thèses principales du livre de Buchheim, qui pour s'appuyer sur un très minutieux dépouillement d'archives, n'en dégage pas moins des conclusions très affirmées.

Buchheim montre que dans une première phase allant jusqu'à la réforme monétaire, la

politique commerciale américaine vis-à-vis de l'Allemagne est fondée sur deux principes indissociables, adoptés au Conseil de contrôle, la «clause dollar» et le «first charge principle»: ils stipulent le règlement en dollar des exportations allemandes et l'utilisation prioritaire des recettes d'exportation en provenance des zones d'occupation pour financer leurs importations. Paradoxalement, ces deux principes, appliqués dans les zones occidentales, freinent les échanges. Non seulement la recherche des importations les moins chères possible empêche toute continuité dans les flux d'approvisionnement, mais la difficulté pour les acheteurs de marchandises allemandes de payer en dollars limite les possibilités d'exportation. Toutefois, les deux règles ont pour vertu première de préserver l'intégrité du potentiel économique ouest-allemand. On le comprend bien si on analyse les conditions de leur adoption dans le cadre de la politique de réparations, ce qui permet d'ailleurs d'observer un intéressant chassé-croisé.

Dans le débat sur le traitement de l'Allemagne mené aux Etats-Unis à la fin de la guerre, ce sont d'abord les tenants de la ligne Morgenthau qui plaident pour des démontages comme instrument de désindustrialisation. Les partisans d'un relèvement économique préconisent en revanche des prélèvements sur la production courante, car ceux-ci supposent évidemment qu'on maintienne un potentiel industriel suffisant. De plus, une telle solution permettrait de préserver la coopération avec l'Union soviétique qui veut aussi cette forme de réparation. Mais au moment où l'option Morgenthau passe au second plan, les positions s'inversent. Les analyses laissent en effet prévoir en Europe un effondrement des échanges commerciaux doublé d'une crise d'approvisionnement alimentaire aiguë. D'autre part, les conflits avec Moscou montrent qu'une perspective de coopération n'a guère d'avenir, surtout dans le domaine économique. Dès lors, l'administration américaine défend des réparations opérées par démontage et doit faire passer au premier plan l'utilisation des recettes d'exportation pour les besoins allemands afin de limiter la charge supportée par ses propres contribuables. De leur côté, les Soviétiques ne donnent leur assentiment que parce qu'ils ne considèrent le principe d'équilibre de la balance commerciale que zone par zone et entendent profiter ainsi de la marge de manœuvre que leur laisse l'excédent agricole de leur territoire d'occupation. Mais pour les zones occidentales, les principes de la politique américaine signifient bien que le redressement prime les réparations.

L'abolition de la clause dollar avec la réforme monétaire ne constitue pas une césure dans la mesure où Erhard veut lui aussi favoriser les exportations pour financer la forte dépendance extérieure. Se situant en cela dans la continuité de la politique américaine, le ministre de l'économie travaille cependant dans un cadre plus favorable et utilise d'autres moyens. D'une part, il est débarrassé du carcan de l'économie administrée qui au niveau de l'offre ne pouvait que freiner les échanges. D'autre part, alors que sous l'occupation on s'appliquait à limiter au maximum le montant, si difficile à financer, des importations, on peut désormais favoriser celles-ci. Cela vaut pour les matières premières, nécessaires à la reconstruction, mais aussi pour les produits finis. Il s'agit dans leur cas de faire jouer la concurrence, la contrainte de rationalisation et de maîtrise des prix qui en découle pour l'industrie domestique devant permettre de fortifier la compétitivité et d'améliorer ainsi les résultats à l'exportation.

Le deuxième et le plus important élément de continuité tient à la politique américaine elle-même, qui utilise le levier de l'aide financière. Buchheim en établit un bilan raisonné et met cette aide en balance avec les charges consécutives à la défaite pour mesurer l'impact de l'occupation sur l'essor économique de la RFA. Essayant de tenir compte des coûts, mais aussi des gains d'opportunité, il conclut à une perte financière relativement faible de l'Allemagne, à son avis largement compensée par l'importance vitale de l'aide alimentaire et financière apportée en 45/47 et par la préservation du potentiel économique face aux exigences des pays vainqueurs en vertu des mécanismes que nous avons évoqués auparavant.

Ceci dit, à partir de 47/48, c'est l'aide Marshall qui est essentielle. Il y a ce qu'elle apporte à l'économie ouest-allemande (à cet égard, le fait qu'elle soit accordée sous forme de crédit et non de don, comme aux autres pays, est largement compensé par l'allègement des dettes que la

RFA obtient à la conférence de Londres de 1953); mais il importe surtout de voir qu'après l'échec du retour rapide à la convertibilité de la Livre et l'impossibilité de faire de l'OEEC un lieu de coordination des programmes européens d'importation, le plan Marshall a été pour les Etats-Unis le moyen d'imposer une multilatéralisation des échanges.

Buchheim décrit les étapes du processus et le rôle que l'Allemagne y joue. Au delà de son comportement d'élève-modèle du libéralisme par conviction, sa contribution à la libéralisation du commerce extérieur tient surtout à sa position-clé dans la division internationale du travail. Sa spécialisation industrielle traditionnelle – l'Allemagne est une grande pourvoyeuse de biens d'équipement dès les années 20 – ainsi que ses importants besoins d'importation en font une plaque-tournante des échanges européens. Non seulement elle en profite elle-même, sa balance commerciale affichant rapidement un excédent structurel avec dès le début des années 60 une part de plus de 9 % dans le commerce mondial, mais elle en fait profiter ses partenaires. Les échanges avec l'Allemagne étant plus facilement finançables, parce que réciproques et dans leur majorité non-payables en dollar, ils se substituent avantageusement à un commerce prioritairement orienté vers les Etats-Unis. L'Allemagne contribue donc à accélérer la multilatéralisation dans le contexte d'une pénurie de dollars.

Il y a bien d'autres richesses dans le bref, mais très dense ouvrage de Buchheim. Retenons pour terminer l'interprétation surprenante, mais convaincante, de la politique commerciale de la France à l'égard de sa zone d'occupation. Comment expliquer la persistance d'un excédent de la balance de la ZFO jusqu'en 1946 et la faiblesse de son déficit en 1947? A la lumière des archives, l'auteur constate que le taux d'exportation n'était pas plus faible que dans la Bizone, et que par conséquent celui des exportations y était bien supérieur. Or, l'essentiel des flux d'exportation sont dirigés vers la France. Comme à partir d'août 1945 Paris a appliqué la clause dollar, la ZFO a par ce biais reçu de la métropole un montant considérable de ces dollars qui faisaient pourtant tant défaut à la France.

Ce constat, paradoxal par rapport à la volonté affichée à Paris d'exploiter sa part du butin allemand, s'explique par une primauté des intérêts industriels sur la logique financière. A considérer la zone comme un marché réservé, à vouloir en mettre l'économie au service de la reconstruction française, on a apparemment oublié le coût en devise forte de ce type de relations; à moins qu'on n'ait préféré ce financement occulte à des crédits officiels en dollars, que l'opinion n'aurait probablement pas acceptés. Cette situation perdure jusqu'à l'automne 1947, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'ampleur du besoin en devises force à revoir les priorités et à envisager une association au commerce extérieur de la Bizone. Mis à part les déformations structurelles dues à l'alignement sur les besoins français et même si la France a pu en partie imposer des prix inférieurs au cours mondiaux, la ZFO n'aurait donc pas été moins bien traitée que les autres zones occidentales.

Alain LATTARD, Stains

Saki DOCKRILL, *Britain's Policy for West German Rearmament 1950-1955*, Cambridge, New York, Port Chester, Melbourne, Sydney (Cambridge University Press) 1991, 209 S. (Cambridge Studies in International Relations, 13).

In der historischen Rückschau erscheint die militärische Integration der Bundesrepublik Deutschland in die europäisch-atlantische Verteidigungsgemeinschaft als folgerichtige und erfolgreiche Reaktion des Westens auf die zunehmende Herausforderung durch die Sowjetunion. Der Ausbruch des Korea-Krieges am 25. Juni 1950 und die sich ausbildende bipolare Struktur des Internationalen Staatensystems im Kalten Krieg bilden die wesentlichen Bezugspunkte dieser Sichtweise. Dockrill hat für ihre Darstellung der britischen Haltung gegenüber der deutschen Wiederbewaffnung eine etwas veränderte Perspektive gewählt. Demnach war die Politik der westlichen Mächte nicht allein daraufhin ausgerichtet, den machtpolitischen und